

naïe est un autre article de leur dogme politique, car on peut faire croire aux gens qu'elle faciliterait grandement le commerce. Ces organismes internationaux sont à même d'utiliser des agences de publicité compliquées et hautement organisées.

J'ai mentionné les divers facteurs qui peuvent menacer les libertés humaines. Quelle solution notre Gouvernement nous offre-t-il? Aucune. Que contient l'exposé budgétaire à ce sujet? Rien. Nos autorités ne trouvent rien de mieux que d'augmenter la dette et les impôts. Ils nous parlent d'une augmentation du commerce international sur lequel je reviendrai plus tard. Le gouvernement King ne peut songer à aucune méthode de distribution, si ce n'est le commerce étranger. Le premier ministre et ses collègues ne parlent que de cela. C'est dire qu'ils préconisent la concurrence en vue de s'assurer des soldes commerciaux favorables, ou, en d'autres termes, qu'ils comptent recourir à des méthodes permettant à quelque 50 nations de vendre plus qu'elles n'achètent.

L'hon. M. ILSLEY: Pourquoi l'honorable député s'exprime-t-il de la sorte?

M. BLACKMORE: Parce que, sans solde favorable, rien ne fonctionne plus. N'est-ce pas exact? D'après ce que j'ai entendu, le solde commercial favorable est indispensable.

L'hon. M. ILSLEY: Dire qu'il est indispensable que le solde commercial soit favorable n'est pas la même chose que de préconiser le commerce international.

M. BLACKMORE: Ce qui demanderait de très longues explications qui n'ont pas été fournies à la Chambre.

L'hon. M. ILSLEY: Pas du tout.

M. BLACKMORE: Le commerce international est une méthode qui n'a pas réussi à distribuer les denrées et nous a entraînés dans des guerres multiples.

L'hon. M. GARDINER: Comment peut-on distribuer la production sans commerce?

M. BLACKMORE: Cette question porte le cachet libéral. Ce parti ne connaît aucune autre méthode de distribution, ce qui confirme absolument mes paroles.

L'hon. M. GARDINER: Que proposez-vous?

M. BLACKMORE: J'en parlerai tout à l'heure. Chaque chose en son temps. En somme, les libéraux ne connaissent d'autre moyen de distribution que le commerce international. Que ce moyen vienne à manquer, et c'en est fait de la distribution des richesses.

M. DUPUIS: Que ferez-vous de nos excédents?

M. BLACKMORE: Je l'indiquerai plus tard; chaque chose en son temps. Je soutiens que le commerce international ne constitue pas un moyen complet de répartition. Il nous a valu toute une succession de guerres.

L'hon. M. GARDINER: Comment arriveriez-vous à faire cette répartition lorsque la population est insuffisante?

M. BLACKMORE: L'autre jour, le premier ministre nous a indiqué plusieurs comités nommés par son administration afin d'étudier les problèmes de la restauration. Combien d'entre nous ont lu les recommandations de ces comités? Ceux qui l'ont fait ont remarqué l'absence de toute proposition pratique. Ces organismes n'ont fait qu'ajouter aux difficultés créées par le manque de sincérité de cette Chambre. L'obscurité, le manque de sérieux qui caractérisent nos débats parlementaires ont eu pour résultat de jeter la confusion au sein de notre peuple. Nous avons comme devoir sacré d'éclairer nos concitoyens, alors que la politique de parti n'a fait que provoquer autour d'eux le noir absolu. Dans de telles circonstances, rien d'étonnant qu'ils oscillent d'un extrême à l'autre, du capitalisme le plus orthodoxe au socialisme le plus complet. Nos chefs se doivent de leur montrer la fausseté de ces deux extrêmes, de leur prouver que le salut réside dans la liberté. Or, la liberté ne se trouve ni dans l'un ni dans l'autre de ces régimes tels qu'ils sont enseignés. La sécurité économique exige une réforme du capitalisme et la liberté n'existe pas sans le maintien, en faveur des humbles comme des grands, de la liberté d'entreprise, de parole et d'action.

Dans tous leurs rapports, les comités de restauration nommés par l'administration King s'en tiennent aveuglément aux vieilles formules désuètes, depuis longtemps prouvées insuffisantes. De changements, il n'en est pas question. Tous ces comités semblent se faire l'écho des puissantes entreprises dont l'organe serait le premier ministre canadien. Si la liberté d'entreprise doit subir la contrainte, être en butte aux restrictions imposées par le gouvernement actuel, ses jours sont comptés.

Sous un régime monétaire réformé, l'entreprise individuelle pourrait bien mieux que le socialisme assurer la sécurité. De plus, l'individu garderait intacte sa liberté. Tous ceux qui aiment la démocratie se doivent donc de lutter pour libérer des fers de la finance internationale notre régime actuel de libre entreprise afin qu'il puisse assurer aux populations la sécurité à laquelle elles ont droit.